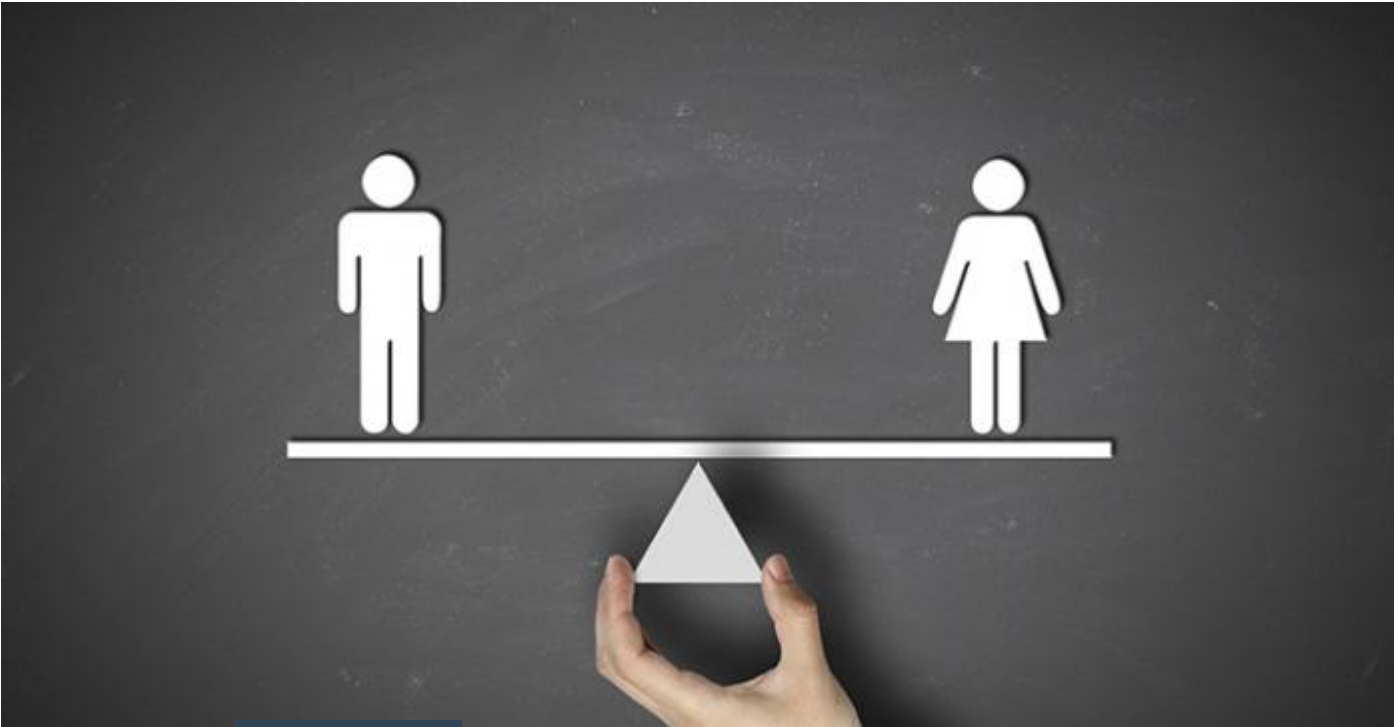


# Lutte pour les droits des femmes : un engagement de longue date du CESE



VIE DE L'ASSEMBLÉE

PUBLIÉE LE 05/03/2019

En ce 8 mars, Journée internationale pour les droits des femmes, le Conseil économique, social et environnemental et sa [Délégation aux droits des femmes et à l'égalité](#), réitèrent leur engagement pour l'égalité des chances entre femmes et hommes.

En janvier 2018, dans le cadre de sa participation au « **Tour de France de l'Égalité** » initié par le Gouvernement, le CESE avait adopté à l'unanimité [une résolution](#) appelant à renforcer les actions autour de 5 axes :

*L'égalité professionnelle, en appelant à un renforcement des efforts en matière de formation des acteurs de la négociation et à une meilleure application des sanctions financières prévues dans le droit pour lutter contre l'inégalité professionnelle et salariale ;*

*L'éducation à l'égalité et la lutte contre les stéréotypes, en recommandant d'améliorer la sensibilisation et l'éducation à l'école, mais aussi la formation du personnel encadrant*

*La lutte contre les violences faites aux femmes, en préconisant notamment, dans la lignée des deux avis rendus par l'institution (mars 2017 et novembre 2014), l'accroissement des effectifs de gendarmerie et de police dédiés à la lutte contre les violences, et en systématisant la formation pour les interlocutrices et interlocuteurs des victimes (policiers et gendarmes, magistrats, professionnels de santé)*

*L'évaluation des politiques publiques, en appelant à la production de statistiques sexuées, à l'inclusion de dimensions genrées dans les études d'impact des propositions et projets de loi et à l'exemplarité de l'Etat en la matière,*

*L'argent pour les droits des femmes, en demandant l'accroissement significatif du programme 137 « Égalité entre les femmes et les hommes » du Budget ainsi que des crédits dédiés aux actions interministérielles en faveur de l'égalité.*

La Délégation aux droits des femmes et à l'égalité est également à l'origine de précédents travaux liées à ces problématiques :

- « Combattre les violences faites aux femmes dans les outre-mer », un avis et un rapport des rapporteurs Dominique Rivière et Ernestine Ronai, adoptés en mars 2017

- « Les forces vives au féminin », une étude de la rapporteure Claire Guichet, adoptée en 2015

- « Combattre toutes les violences faites aux femmes, des plus visibles aux plus insidieuses », une étude de la rapporteure Pascale Vion, adoptée en 2014

- « Les femmes éloignées du marché du travail », une étude de la rapporteure Hélène Fauvel, adoptée en 2014.